

Docteur ès sciences politiques, Juliette, vit à Lille. Sa situation est caractéristique de ce que vivent bien des jeunes chercheurs.

Tertous : Quel est ton parcours ?

J : J'ai obtenu deux licences et trois DEA en sociologie, philosophie et sciences politiques à Paris I. Puis j'ai été recrutée par la faculté de Lille en contrat ATER. C'était bien payé, et je n'assurais que quatre heures de cours par semaine pour finir ma thèse. Mais cela n'a duré que deux ans, et finir une thèse en deux ans, c'est dur...

Tertous : Quelle est ta situation actuelle ?

J : Je travaille à l'Institut Supérieur de Communication et de Publicité de Lille et à l'École Supérieure de Communication. Je suis en CDD dans l'une et en CDI à temps partiel par intermittence dans l'autre. Je corrige cinq cents copies par mois, et je suis très mal payée pour mon niveau d'étude -

vingt euros nets de l'heure. Comme je ne suis pas payée quand les étudiants sont en stage et pendant les vacances, je corrige en plus des copies de concours et je suis jury de bacs blancs de français dans des lycées privés...

J'ai besoin d'avoir des employeurs principaux dans le privé pour assurer des vacances à la fac car j'ai plus de vingt-huit ans et les universités publiques ne veulent pas payer de charges sociales. J'ai repris comme vacataire le poste d'une maîtresse de conférences de Lille III partie à la retraite et qui n'a pas été renouvelé. C'est mieux payé, mais avec au minimum de quatre mois de retard...

Mes activités de recherche sont payées en... livres ! Je participe à des colloques pour étoffer mon C.V., mais à mes frais. En travaillant plus de 600 cents heures par an, je gagne mille à mille deux cents euros par mois. Et je ne suis pas un cas isolé !

Les A.E.R.S. créés par la Loi L.R.U. de Valérie Pécresse (UMP) sont des commissions de spécialistes qui évaluent les professeurs en fonction des travaux qu'ils publient. Plus un professeur publie, plus il rapporte de points à son laboratoire. Plus un laboratoire a de points, plus augmentent ses chances d'être mieux financé par l'Etat.

Tertous : Tu publies en français ?

J : Oui, mais j'aurais plus de points si je publiais en anglais ! La science de la communication est née aux Etats-Unis...

(commentaire de Tertous : il est scandaleux qu'en France même, la langue de la nation soit dévaluée au profit de l'anglo-américain. Résistons à cette colonisation linguistique !)



POUR UNE RENTREE DE LUTTE AVEC LE PRCF

Supplément Nord-Pas-de-Calais à INITIATIVE COMMUNISTE, le mensuel du PÔLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE Editorial, par Georges Gastaud et Vincent Flament, secrétaires du PRCF 62 et du PRCF 59.

Notre

région populaire, notre France républicaine, notre industrie, nos acquis ont été tellement massacrés par l'U.M.P. et par le Parti « socialiste » que beaucoup d'entre nous ont la rage au cœur. Et nous aussi, militants franchement communistes du P.R.C.F. avons la rage, avec en plus, la volonté d'unir, de résister et de vaincre.

Pas seulement pour virer les charlatans du PS qui se font élire à gauche mais qui ensuite, rampent devant le MEDEF, devant Merkel et devant l'OTAN. Honte à Hollande qui multiplie les guerres (Proche-Orient, Afrique, Ukraine), détruit les services publics, laisse les richards planquer 400 milliards d'euros (50 fois le prévenu du trou de la Sécu !) dans les paradis fiscaux, et saigne le peuple français pour rembourser les usuriers de la finance !

Combattons aussi les Fillon, Sarko, Juppé qui, stimulés par les capitulations de Valls-M.E.D.E.F., multiplient les surenchères antisociales : c'est à qui promettra le plus de casser les C.D.I., de briser la Sécu, les retraites et le service public, de porter l'âge de la retraite à 63, 65, 67 ans, de démolir la fonction publique.

Malheureusement, le Front de gauche n'apporte aucune alternative crédible : tournant le dos au juste combat passé du P.C.F. et de la C.G.T. contre l'Europe de Maastricht et contre son maudit euro, le Front de gauche promet « l'Europe sociale », la « réorientation de l'euro » et une « 6^{ème} République » qui, dans le cadre de l'U.E. du capital, n'aurait aucune souveraineté !

Refusons catégoriquement le piège mortel du « rassemblement bleu mari-

ne ». Car non seulement M. Le Pen épargne le grand capital en discriminant les travailleurs sur la base de leurs origines, mais elle ment quand elle dit vouloir sortir de l'euro. Sur son site, le F.N. avoue qu'il veut seulement une « sortie concertée de l'euro » avec les 28 gouvernements de l'U.E., Allemagne en tête !!! Comme on dit : « c'est pas demain la veille ! »... Mme Le Pen se dit également prête à devenir le Premier Ministre de F. Hollande ; dans cette hypothèse, le FN renoncerait à sortir de l'euro. Son seul programme serait la « reprise en main »... du mouvement ouvrier ! Car c'est toujours à cela qu'a servi l'extrême droite : n'oublions pas Vichy et la sanglante O.A.S. qu'admire la dynastie Le Pen !

Alors ne disons pas « tous les mêmes ! », en mettant dans le même sac les militants bénévoles du P.R.C.F. et les politiciens faillis qui assassinent notre pays. Avec le P.R.C.F., activons la résistance populaire et la renaissance d'un vrai Parti communiste fidèle à la Nation et à la classe ouvrière, au drapeau tricolore et au drapeau rouge international des travailleurs.

Luttons pour les « quatre sorties » : du maudit euro, de l'U.E. du capital, de l'O.T.A.N. fauteuse de guerres, et du système capitaliste qui n'apporte plus que la régression sociale, le déclin de la France et du Nord-Pas-de-Calais, la précarité pour les jeunes. Avec les syndicalistes de classe, refusons de suivre

l'état-major pro-M.E.D.E.F. de la C.F.D.T. Construisons un nouveau Conseil National de la Résistance accueillant tous les patriotes républicains, pour qu'advienne en France de nouveaux « Jours heureux ». Agissons pour une grande manif populaire en mai prochain, 10^{ème} anniversaire du NON à la constitution européenne, pour condamner Hollande-MEDEF, sortir la France cette UE de mort, reconstruire la souveraineté nationale, l'emploi productif et relancer le progrès social.

Ne perdons pas notre Nord ouvrier, patriote et progressiste ! Et préférons l'action avec les vrais communistes au racisme et au ressentiment qui nourrissent le fascisme !



Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF
Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
Un an = 22 Euros (18€ chômeur / étudiant)
6 mois = 12 Euros (10€ chômeur / étudiant)
Nom: Prénom:
Courriel: Tel:
Adresse:
CP: Ville:
Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste
à adresser au journal: Initiative communiste BP 30111 62802 LIEVIN



AMPLIFIONS LES LUTTES! REJOIGNEZ LE PRCF!
Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France
Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France
Nom: Prénom:
Adresse:
CP: Ville:
Courriel:
Téléphone:
A renvoyer: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume 92 220 Bagneux Tel/Fax: 08 71 55 75 12



JUSTICE TARDIVE POUR LES MINEURS DU NORD REPRIMES PAR UN GOUVERNEMENT « SOCIALISTE ».

En 1948, alors que les ministres communistes issus de la Résistance venaient d'être chassés du gouvernement sur injonction de Washington, des milliers de mineurs du Nord-Pas-de-Calais se sont mis en grève pour défendre leur salaire et leur statut, fruits des luttes antifascistes (notamment de la Grève patriotique de Mai Juin 1941), que voulait leur reprendre le gouvernement SFIO-MRP. Le ministre « socialiste » Jules Moch envoya les chars occuper les corons et tirer sur les « rouges », révoqués en masse et placés sur « listes noires »... C'était là une revanche de classe sur la Résistance communiste et cégétiste, très forte en pays ch'ti à l'initiative des communistes Charles Debarge, Michel Brûlé, Emilienne Mopty, exécutés par les Allemands

(visitons la Citadelle d'Arras où des centaines de patriotes communistes ont été fusillés).

En 1981, un autre « socialiste », Mitterrand, « oublia » de rétablir les mineurs révoqués dans leurs droits ; en même temps, ce grand homme de « gauche » rétablissait dans leur grade, avec reconstitution de carrière, les généraux factieux de l'OAS qui avaient tenté de renverser la République et d'assassiner De Gaulle à la fin de la Guerre d'Algérie.

Depuis, l'indécente Christine Lagarde, ministre des Finances très controversée de Sarkozy (et mise en examen dans le dossier Tapie), a tout fait pour empêcher les mineurs de rentrer dans leurs droits ! Quelle belle « humanité » chez ces gens-là qui donnent sans cesse des leçons de « démocratie » aux communistes !

C'est l'honneur de Christiane Taubira que d'avoir – tardivement certes, mais le retard ne lui incombe pas – réparé cette injustice qui en dit long sur le « respect des droits de l'homme », dès lors que les victimes sont des ouvriers communistes. Alors, dans toutes les villes populaires du bassin minier, exigeons que des noms de rue soient attribués aux courageux révoltés de 1941 réprimés par les nazis, ainsi qu'aux mineurs de 1948 écrasés par Jules Moch.

Cf: <http://www.atlantico.fr/pepites/mineurs-grevistes-1948-66-ans-plus-tard-christiane-taubira-va-rendre-justice-1824020.html>

LES FRERES ENNEMIS PORTELOIS

par la section PRCF du Littoral boulonnais (62)

Au sujet des rythmes scolaires dans le Douaisis :

Le tribunal administratif a tranché, l'élection d'Olivier Barbarin, nouveau maire (PS) est validée. Laurent Feutry, l'ancien maire (divers droite), n'exclut pas un nouveau recours en Conseil d'Etat. Leur " petite guerre " va donc perdurer.

Alors que 63% des Portelois ont rejeté le traité de Maastricht en 1992, jamais ces messieurs n'ont réagi contre la politique ultracapitaliste imposée par la Commission européenne, à laquelle ils obéissent comme des valets à leurs maîtres en n'hésitant pas à augmenter fortement les impôts locaux et fonciers des Portelois.

La raison de leur conflit fratricide n'est pas de réagir contre la politique d'austérité menée par l'UMPS, une politique décidée à Bruxelles et relayée par Hollande, qui se répercute durement sur les communes, mais de vouloir absolument *la place* (de maire), ambitions personnelles obligent...

Peu importe lequel des deux sortira gagnant de ces procès, les grands perdants ce seront les Porteloises et les Portelois qui continueront à payer cher les directives européennes appliquées par les frères ennemis...

Il y a du mécontentement chez les instituteurs, les parents et les dames de service :

- Les élèves, n'ayant plus la pause du mercredi, sont fatigués à partir du jeudi (surtout en maternelle)
- la discipline de l'école n'est pas toujours appliquée par les animateurs dont beaucoup font de « l'animation » et n'ont pas toujours en tête les règles et les objectifs scolaires. De plus leurs moyens financiers sont très faibles dans certaines municipalités populaires : que devient l'Education NATIONALE censée mettre à égalité tous les jeunes Français ? Le coût des activités périscolaires pour les mairies est important... et les moyens inégaux d'une municipalité à une autre... (Quel est l'intérêt d'activités périscolaires sans moyens ?)

Cet oubli des règles se sent par-

fois pendant la classe et dès le moment où ils partent vers leurs ateliers.

- Avec une après-midi d'1 h. 30, le temps scolaire est trop court pour rendre efficaces les apprentissages dans le primaire ;
- C'est de nouveau une atteinte au service public : les élèves du privé n'allant pas à l'école le mercredi matin, certains parents transfèrent leurs enfants vers le privé (particulièrement dans les milieux favorisés...)

Les écoles privées sous contrat auraient ainsi enregistré une hausse de 7376 élèves... 1500 directement liés aux rythmes scolaires, les autres pour raisons démographiques... Drôle de gouvernement « de gauche », vraiment !

OUI à la coopération intercommunale, non aux euro-métropoles !

Entretien avec Jean-Michel PADOT, conseiller municipal P.R.C.F. de Bully-les-Mines

Tertous : Pourquoi combattre les métropoles ? L'avenir n'est-il pas aux grands ensembles urbains dans une société mondialisée ?

Réponse : Le triptyque nation-département-commune issu de la révolution française (loi du 17 septembre 1789 pour les communes et du 22 décembre 1789 pour les départements) est la création la plus judicieuse pour la gestion des territoires : la proximité pour créer le lien avec l'ensemble des citoyens représentée par la commune, la mise en commun pour gérer les différentes infrastructures comme les routes, l'habitat, l'eau, la salubrité publique, les infrastructures pour la santé au quotidien,... représentée par le département et la gestion à long terme, la planification tant économique qu'industrielle, la sécurité tant intérieure qu'extérieure étant dévolue à la nation.

Si des regroupements peuvent-être utile voir nécessaire pour la réalisation d'équipements indispensables, ils doivent se faire dans le plus strict intérêt des populations (soumis à référendum local) et dans l'indépendance totale de chaque entité et pas, comme cela se fait actuellement sous l'égide de ce nouveau triptyque issu du libéralisme et du capitalisme, à savoir Europe-euro-région-métropole qui n'a aucun fondement historique, culturel, social et même géographique.

Il est utile de signaler ici, les médias n'en parlent jamais, d'un regroupement politique, social et économique de pays basé sur l'indépendance de chacun, le respect mutuel et d'une monnaie commune et pas unique qui s'appelle l'ALBA (*Alliance bolivarienne pour les Amériques*) avec entre autres Cuba socialiste, la Bolivie de Moralès, le Venezuela de Chavez et de Maduro.

Tertous : Comment la politique européenne retentit-elle sur la politique municipale ?

Réponse : Les répercussions de la politique européenne sur la politique municipales sont insidieuses voir pernicieuses.

En effet, hormis la « politique des crottes de chiens et des dos d'ânes pour faire ralentir les automobilistes », les communes dépendent des directives et lois qui viennent d'ailleurs.

On le voit en matière fiscale car si les taux de TH (taxe d'habitation payée par tous), la TFB (taxe sur le foncier bâti payée par les propriétaires), la TFNB (taxe sur le foncier non bâti payée par les propriétaires de terres agricoles) sont bien fixés par les conseils municipaux, ils dépendent directement des dotations fixées par l'Etat, qui obéit directement aux directives de Bruxelles. Ainsi depuis de nombreuses années maintenant la DGF (Dotation générale de fonctionnement) qui permet comme son nom l'indique le fonctionnement de l'instance communale diminue fortement, la DSU (dotation de solidarité urbaine) mise en place pour compenser la différence entre commune riche et pauvre est de moins en moins « solidaire ». Et pourtant dans le même temps l'Etat, sur injonction européenne, se dessaisit de l'APA, du RSA, des routes nationales, engage un certain nombre de réformes qui viennent modifier en profondeur les territoires et leur gestion (moins de fonction publique, moins d'hôpitaux, écoles cassées...)

Tertous : Des opposants communistes ont-ils pu concrètement infléchir des décisions en faveur de la population ?

Quels liens fais-tu entre les interventions municipales et l'activité militante générale de l'organisation ?

Réponse : Je réponds en même temps à ces deux questions car pour moi elles sont indissociables. Quand la

liste *Renaissance Bullygeoise* a été présentée nous espérons être la caisse de résonance des idées et des analyses franchement communistes.

Cela dit, comme chacun le sait, la dépolitisation des masses et de nombres d'élus locaux, l'individualisation élevée au rang de dogme ne permet pas pour l'instant d'avancées spectaculaires, à peine parfois une prise de conscience.

Néanmoins notre action a permis localement de mettre en place un système de « *petits travaux* » (nous étions à l'époque membres de la majorité municipale PS-PC en tant que représentants du PCF) ; en tant que représentants du PRCF, nous avons fait obstacle à la création d'une police municipale (ce n'est pas à la commune et à ses habitants de payer sa sécurité, cela revient à l'Etat), par diverses motions présentées lors des séances du Conseil municipal nous avons dénoncé les dérives budgétaires et sociales de l'Etat de droite ou de « gôche » ; par nos interventions nous avons combattu le consensus général sur l'Europe et sur l'euro, la réforme des rythmes scolaires, nous avons montré que la langue française était un outil unificateur de notre nation et non le passage insidieux au tout-anglais...

En tant qu'élus et membres du PRCF, nous avons manifesté contre la mise en place d'une taxe contre l'enlèvement des ordures ménagères, pour le retour de la gestion de l'eau en régie...

Malgré des résultats insuffisants au regard des luttes à mener, nous avons décidé de reconduire la liste *Renaissance bullygeoise* pour continuer notre rôle de caisse de résonance et tenter de sortir de l'individualisme l'ensemble de nos concitoyens.